

Yannick Marec

**Carole Christen-Lécuyer, *Histoire sociale et culturelle des Caisses d'épargne en France 1818-1881*, préface de André Gueslin, Paris, Éditions Economica, 2004, 694 p. ISBN : 2-7178-4905-X. 35 euros.**

---

#### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

#### Référence électronique

Yannick Marec, « Carole Christen-Lécuyer, *Histoire sociale et culturelle des Caisses d'épargne en France 1818-1881*, préface de André Gueslin, Paris, Éditions Economica, 2004, 694 p. ISBN : 2-7178-4905-X. 35 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 32 | 2006, mis en ligne le 04 novembre 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index1108.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848  
<http://rh19.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://rh19.revues.org/index1108.html>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Tous droits réservés

d'abord, en dégagant les modalités de cette mise en image qui, au-delà de l'étape d'apprentissage et de récitation, valorisent l'imagination (« frapper les yeux ») : au fondement, la méthode intuitive qui permet une première appréhension, temps de transition vers l'intériorisation. L'image n'est pas destinée à réifier le catéchisme, mais a pour fonction de permettre à l'esprit de s'élever. Le dernier chapitre, thématique, décrit avec soin la mise en image du divin, du texte biblique et, finalement, dégage les éléments d'une vision du monde dans ses rapports avec la société contemporaine. Au-delà des thèmes développés, assez classiques (hiérarchies sociales, sanctification du dimanche, idéal de la famille chrétienne...), on ne peut qu'être frappé, comme le souligne Ségolène Le Men dans sa préface, de l'analogie entre certaines mises en image des catéchismes et... celle d'un Grandjouan dans *l'Assiette au Beurre*. La circulation des modèles de composition, impliquant la reconnaissance spontanée d'un langage, témoigne pour le nouveau statut de l'image.

L'ouvrage comprend quatre cahiers d'images (107 au total), dont un en couleurs. L'auteur, bien évidemment, s'y réfère tout au long de son propos. Cette dialectique indispensable, méthodologiquement sûre, invite à un va-et-vient dans l'ouvrage : on aurait aimé parfois l'intégration des images en vis-à-vis du texte. Mais c'est là une bien modeste critique au regard de la qualité du propos.

Sylvain MILBACH

Carole CHRISTEN-LECUYER, *Histoire sociale et culturelle des Caisses d'épargne en France 1818-1881*, préface de André Gueslin, Paris, Éditions Economica, 2004, 694 p. ISBN : 2-7178-4905-X. 35 euros.

Cet ouvrage, de très grande qualité, s'impose par l'ampleur des recherches menées par l'auteure et surtout par les apports scientifiques d'un travail issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Paris VII sous la direction d'André Gueslin. On retiendra tout spécialement les très belles illustrations dont plusieurs en couleur qui appuient la démonstration tout en donnant une couleur d'époque à l'étude. Par rapport au titre initial de la thèse, on notera aussi le souci manifesté par Carole Christen-Lécuyer d'ouvrir ses perspectives à la dimension culturelle, ce qui effectivement paraît légitime, tant l'histoire des Caisses d'épargne peut être rattachée à celle des représentations et de la vie culturelle en général.

Le livre s'appuie, en premier lieu, sur une documentation fort riche mais dispersée. Carole Christen-Lécuyer a mis à profit les dépôts nationaux, en particulier les archives économiques et financières du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Les quelque 420 cartons dépouillés permettent ainsi d'avoir une vision d'ensemble de l'évolution des différentes

Caisses d'épargne durant la période considérée. Elle complète utilement les résultats obtenus à partir des seules publications officielles qui ont, bien évidemment, également été utilisées.

Pourtant, Mme Christen-Lécuyer ne s'est pas bornée à cette approche déjà très enrichissante en elle-même et novatrice. Elle a aussi mis à profit différents dépôts d'archives départementales et communales et surtout les archives privées de plusieurs Caisses d'épargne. Les archives historiques de celle d'Île-de-France ont été privilégiées mais les plongées effectuées en province permettent de diversifier l'étude et de nuancer des conclusions qui pourraient être trop marquées par l'influence parisienne.

L'auteure fait une utilisation à la fois classique de son corpus documentaire, notamment des rapports statistiques imprimés, et renouvelée grâce à sa maîtrise des techniques statistiques et cartographiques. Elle n'ignore pas non plus les évolutions historiographiques, ce qui transparaît dans l'accent mis sur la question des « représentations », approche qui s'est fortement développée depuis maintenant un bon nombre d'années. De ce point de vue, on retiendra l'analyse fort intéressante des moyens indirects utilisés pour promouvoir la notion de prévoyance, en particulier les images édifiantes publiées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'écriture est aussi très limpide et l'ouvrage aisé à lire, grâce notamment à une bonne structuration. L'ensemble est regroupé en une dizaine de chapitres répartis en quatre grandes parties d'importance équilibrée.

La première envisage l'enracinement des Caisses d'épargne dans la société française entre 1818 et 1881, c'est-à-dire de la création de la Caisse d'épargne de Paris jusqu'à l'adoption de la loi de 1881 créant la Caisse d'épargne postale et relevant le plafond des livrets de 1 000 à 2 000 francs. Ces bornes chronologiques paraissent en effet très pertinentes dans le cas français, malgré des nuances possibles. Il s'agit en effet véritablement d'une période fondatrice pour l'histoire des Caisses d'épargne de l'hexagone, bien que l'apparition de l'institution de prévoyance soit en fait antérieure à la création de l'établissement parisien.

Le livre tient d'ailleurs compte de cette antériorité puisque Carole Christen-Lécuyer a très légitimement prévu un chapitre liminaire consacré aux « horizons de référence ». Il lui permet de situer l'apparition des Caisses d'épargne en France dans une perspective plus large la rattachant au développement de la philosophie des Lumières, tout en évoquant les expériences européennes de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Par ce biais, l'histoire nationale de l'institution s'élargit au cadre européen, en direction notamment de l'Allemagne où est créée la première caisse à Hambourg, en 1778, sous le nom de « Caisse d'économie ». Par la suite, la vague initiale de fondation en Allemagne devait être occultée au profit de créations suisses et britanniques, mais il était utile de rappeler les origines de l'institution.

De même, on apprend beaucoup sur les difficultés d'implantation en

France, en particulier sur les tentatives effectuées durant la période révolutionnaire, notamment avec la Caisse Lafarge. Si la prévoyance est jugée préférable à l'assistance, y compris par le Comité de mendicité, les difficultés de réalisation pratique ainsi que les circonstances du temps repoussent la première création jusque sous la Restauration. Il y avait aussi, sans doute, quelque illusion à croire que les problèmes sociaux seraient résolus par la méthode miracle des intérêts composés!

Les développements sur l'émergence du modèle parisien et les fondations provinciales hétérogènes ainsi que l'approche statistique concernant l'évolution du nombre de caisses avec leurs succursales, celle des dépôts et du nombre de livrets, permettent d'avoir une vue précise de l'enracinement institutionnel des Caisses d'épargne. Les cartes élaborées donnent également de précieuses indications sur la diversité régionale de l'implantation d'une institution principalement urbaine jusqu'au début des années 1880.

La deuxième partie de l'ouvrage est centrée sur la dimension philanthropique de l'institution de prévoyance. Elle s'appuie sur une étude précise des fondateurs, de leurs motivations et des moyens mis en œuvre pour diffuser l'épargne. L'approche de l'institution Caisse d'épargne conçue comme essentiellement philanthropique est convaincante mais sans doute aurait-il été possible d'envisager davantage les phénomènes d'acculturation économique mis en œuvre par l'institution de prévoyance. L'ouvrage montre bien, d'ailleurs, le rôle important joué dans la genèse des Caisses d'épargne par les élites économiques qui commandaient les économies locales tandis qu'à Paris les fondateurs appartenaient surtout au milieu fermé de la haute banque.

Le chapitre consacré au projet philanthropique des Caisses d'épargne est fort intéressant. On touche là à la question des représentations sociales avec tout ce qu'implique la « moralisation » des milieux populaires. Logiquement, cette étude est prolongée par celle des nombreux moyens mis en œuvre pour diffuser l'épargne. On apprend beaucoup, notamment sur l'origine de l'épargne scolaire et le rôle d'Augustin de Malarce mais aussi sur d'autres aspects comme le développement de toute une imagerie liée à la notion d'épargne. De ce point de vue les développements sur les gravures de Jules David et les images de Metz et d'Épinal s'appuient sur de véritables trouvailles archivistiques.

La troisième partie envisage l'efficacité sociale de l'institution au travers notamment de l'évolution de la clientèle des Caisses d'épargne. Les critiques d'ensemble concernant l'imprécision des statistiques socioprofessionnelles disponibles sont pertinentes et l'analyse est généralement fort bien menée. Il aurait cependant été utile d'utiliser davantage les sondages réalisés parmi les registres matricules, sans tenter, bien évidemment une approche exhaustive, quasiment impossible dans une enquête menée au niveau national.

Les résultats obtenus s'appuient sur une recherche statistique menée avec brio étant donné la double formation de Carole Christen-Lécuyer, également

titulaire d'une maîtrise de mathématiques appliquées et sciences sociales. Il aurait cependant été utile, à certains moments de la démonstration, de retirer la rubrique des mineurs, en forte progression au cours de la période considérée : en effet, elle fausse quelque peu les résultats des données socio-professionnelles relatives aux adultes. Toutefois, une étude récente de l'auteure qui tient compte de cette observation, indique que les conclusions de l'ouvrage demeurent globalement valables<sup>4</sup>. On peut notamment retenir les développements concernant la féminisation de la clientèle qui sont très intéressants dans la mesure où ils permettent de confronter le maintien de discours politiques et sociaux traditionnels avec une réalité sociale finalement plus ouverte, puisqu'elle témoigne d'une certaine émancipation féminine. Cependant, la principale constatation concerne le recul relatif des catégories populaires au profit d'une clientèle de classes moyennes représentée par la rubrique « professions diverses ». Faut-il en déduire un échec du projet philanthropique des Caisses d'épargne ou au moins une déviation de leur rôle ? Ce qui paraît certain, c'est que les périodes d'accroissement des dépôts ont souvent correspondu à des phases d'afflux de déposants relativement aisés, ce qui sera particulièrement évident dans les années 1880.

Dans la dernière partie, l'auteure attribue un rôle déterminant aux dirigeants de la Caisse d'épargne de Paris dans le choix effectué par l'institution d'obtenir la garantie de l'État pour asseoir la sécurité des dépôts. L'analyse paraît globalement convaincante. Peut-être aurait-il été utile de préciser davantage les rapports de force au sein des établissements de prévoyance sur ce point. De même l'action durant les années 1870 du député Ernest Denormandie, vice-président de la Caisse d'épargne de Paris, aurait mérité d'être évoquée plus longuement.

Au total, l'ouvrage témoigne d'une très grande maturité d'esprit et constitue, assurément, un apport fort important à la connaissance historique. Il met bien en valeur les modalités d'implantation de l'institution Caisse d'épargne, avant la création de la Caisse d'épargne postale, ainsi que le souci déjà très présent de garantir la sécurité des fonds, tout en mettant l'institution de prévoyance au service non seulement des déposants, mais aussi de la puissance publique. Le livre de Carole Christen-Lécuyer donne aussi une idée très précise de l'évolution de la clientèle des Caisses d'épargne en la reliant aux aléas du contexte économique, social et politique. En même temps, malgré les options malthusiennes retenues au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, elle donne des aperçus souvent novateurs sur le fonctionnement de l'institution de prévoyance et en laisse deviner toutes les potentialités qui se développeront par la suite. Cependant, à l'époque considérée, les Caisses d'épargne ont aussi joué un rôle important dans l'idée que se faisaient les élites de la résolution

---

4. Carole CHRISTEN-LECUYER, « La mesure de l'efficacité sociale des Caisses d'épargne françaises au XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire et Mesure*, 2005, n° 3/4, pp. 139-175.

de la « question sociale ». En ce sens, elles ont donc participé à l'histoire de la protection sociale par le biais des représentations sociales.

Yannick MAREC

Christophe VOILLIOT, *La candidature officielle. Une pratique d'État de la Restauration à la Troisième République*, Collection Carnot, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 298 p. ISBN : 2-7535-0122-X. 20 euros.

Dans une collection à la présentation élégante et parfaitement lisible, Christophe Voilliot propose une version très remaniée de sa thèse de science politique soutenue en décembre 2002 à Nanterre, sous la direction de Bernard Lacroix. L'auteur est parti d'une idée qu'il juge « reçue » : la candidature officielle est habituellement considérée comme caractéristique du Second Empire alors qu'en réalité elle a été pratiquée plus ou moins par tous les régimes qui se sont succédé au XIX<sup>e</sup> siècle dès qu'il y a eu des élections disputées. C'est donc à montrer à la fois la continuité de ces pratiques et aussi leur évolution que l'ouvrage est consacré. Pour cela, Christophe Voilliot a rassemblé une documentation considérable fondée à la fois sur de très vastes lectures (dont témoigne une bonne bibliographie) et sur des dépouillements d'archives, soit nationales soit de quelques départements (essentiellement Côte d'Or, Nièvre et Yonne). Il l'utilise avec bonheur, et l'ouvrage abonde en faits originaux et documents de grand intérêt reproduits *in extenso*, qui seront utiles aux enseignants. Spécialiste de science politique, l'auteur est également bien informé des problématiques de sa discipline auxquelles il se réfère fréquemment, non sans quelques lourdeurs de style ; enfin, il est fortement influencé par les analyses de Pierre Bourdieu et surtout de Norbert Elias.

L'ouvrage est construit de façon très claire en trois parties : genèse de la candidature officielle, généralisation de l'usage de celle-ci, puis mise en question sous deux formes, par contestation ou « euphémisation ». Dans chacune de ces parties, l'auteur affirme avec une certaine vigueur des idées bien tranchées, et c'est ce qui fait l'intérêt réel de ce livre, puisqu'il sollicite la discussion. Nous retiendrons donc quelques points essentiels. Comment d'abord définir la candidature officielle ? L'auteur le fait à l'issue de son premier chapitre : « Il s'agit d'un ensemble de transactions entre agents mobilisés pour l'extension de charges électives qui fonctionne comme un mécanisme de « concentration de capital symbolique » (Pierre Bourdieu) à travers un travail de mobilisation relatif à l'opération électorale et qui donne ainsi naissance à un répertoire d'action spécifique » (p. 71). Cette définition est très large, trop large même à notre avis car elle pourrait s'appliquer à peu près à toute action électorale. Mais en fait, dans le cours de son ouvrage, l'auteur l'inter-